

Lutte de classe

PT : un aveu d'impuissance !

Je vous propose une brève critique de l'éditorial du n°777 d'*Informations ouvrières* de Gluckstein.

« *La subordination à l'Union européenne aboutit à vider le suffrage universel de toute signification.* »

C'est justement ce que je ne cesse de répéter : ce sont les élections les plus antidémocratiques de la Ve République, mais Gluckstein est incapable d'en tirer les conclusions qui s'imposent, puisqu'il est incapable de penser au-delà du cadre de l'Etat bourgeois dont il se refuse obstinément à caractériser la nature, tout comme la démocratie qui porte le même nom et qu'il défend avec le même acharnement.

« *Il n'est qu'une voie pour redonner son sens à la démocratie : la rupture avec l'Union européenne et avec la dictature des directives et de la Banque centrale.* »

Un mot d'ordre stérile ou un aveu d'impuissance qui résume à lui tout seul la ligne politique opportuniste adoptée depuis des années par le PT et qui conduit infailliblement à une impasse ou pire encore.

Non, la seule voie, c'est d'engager résolument le combat contre le gouvernement Chirac- de Villepin, c'est de se préparer et de préparer le prolétariat à affronter le prochain gouvernement.

La seule voie, c'est de dire aux travailleurs et aux militants ouvriers qu'aucun gouvernement dans le cadre des institutions de la Ve République et de l'Etat bourgeois n'éradiquera le chômage, la pauvreté et la précarité, etc., que seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et sa jeunesse permettra de résoudre ces questions. Aussi éloigné soit-on de cette situation, notre devoir est de leur dire la vérité, aussi difficile ou cruelle soit-elle.

Notre travail doit consister à aider le prolétariat à se doter des moyens nécessaires pour accomplir cette tâche politique, c'est-à-dire se regrouper, s'organiser, construire un véritable parti révolutionnaire.

C'est seulement dans la lutte des classes en reliant les questions économiques aux questions politiques, à la question du pouvoir, que nous pourrions aider le prolétariat à poser correctement la question du pouvoir et à prendre conscience de la nécessité de construire le parti, pas autrement. Il n'est pas utile de lui dire que notre ennemi est dans notre propre pays, puisqu'il le sait pertinemment.

Faire croire au prolétariat qu'un gouvernement qui ne serait pas issu de sa mobilisation révolutionnaire pourrait un jour satisfaire ses revendications fondamentales, sans renverser le régime en place, constitue une véritable trahison ou un non-sens.

« *C'est la voie ouverte par la candidature de Gérard Schivardi, la seule qui mette à l'ordre du jour la rupture avec l'Union européenne.* »

Parce que, voyez-vous, avec cette candidature-là, vous allez aller de l'avant ! Vous êtes au moins sûr d'une chose : c'est qu'elle ne servira à rien, puisqu'il ne sera jamais élu ! Je plains sincèrement les militants du PT qui vont encore cavalier pour rien finalement. C'est prêcher dans le désert.

« *Ce qui lui vaut l'hostilité et le déchaînement de tous ceux qui ont lié leur sort à la défense des institutions de Bruxelles, et qui n'hésitent pas, dans ce but, à multiplier sous toutes les formes les pressions sur les maires afin qu'ils ne donnent pas leur parrainage au maire de Mailhac.* »

Pas seulement, je ne suis pas le seul militant ouvrier à m'opposer à la candidature de Schivardi qui n'offre comme perspective que de continuer de vivre comme avant dans un Etat bourgeois, certes, avec une touche de « démocratie » en plus, ce qui n'est pas suffisant pour éradiquer le chômage, la pauvreté et la précarité, comme chacun le sait parfaitement, ce qui ne nous fera pas avancer vers le seul objectif qui devrait être celui de tout militant révolutionnaire : la prise du pouvoir par le prolétariat.

« Mais au fond : que signifie un tel acharnement, sinon que la campagne de Gérard Schivardi pose les vraies questions et propose de véritables solutions ? »

Pure mystification ou mensonge : je le répète, cette candidature s'inscrit dans le cadre de la préservation de l'Etat bourgeois, elle ne pose pas la question du pouvoir politique du prolétariat sans lequel le chômage, la pauvreté et la précarité ne seront jamais éradiquées, aucune revendication fondamentale ne sera satisfaite tant que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir politique dans ce pays. N'est-ce pourtant pas évident ?